

RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU TROISIÈME TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2019

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2019, clos le 30 septembre. Ces comptes n'ont pas fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Les comparaisons détaillées entre 2019 et 2018 sont données, sauf indication contraire, aux cours de change 2018 (« données comparables »).

La société commercialise et facture ses logiciels à la fois sous forme de licences perpétuelles, avec leurs contrats de maintenance associés, et sous forme d'abonnement, en particulier pour ses offres logicielles en mode *Software as a Service (SaaS)*. Pour permettre une meilleure comparaison avec les exercices antérieurs, la société a décidé, dès l'exercice 2018, d'inclure dans le montant des commandes de nouveaux systèmes les logiciels vendus sous forme d'abonnement en multipliant la valeur annuelle des contrats correspondants par 2,2. Ce coefficient permet de calculer le montant qu'aurait représenté la commande, si elle avait été signée sous forme d'une licence perpétuelle, assortie d'un contrat de maintenance. Le chiffre d'affaires correspondant aux commandes de logiciels vendus sous forme de licences perpétuelles est enregistré dans la rubrique « Licences de logiciels de CFAO et de PLM » ; les logiciels vendus sous forme d'abonnement génèrent quant à eux du chiffre d'affaires dans la rubrique « Contrats d'abonnement des logiciels de CFAO et de PLM ».

Les tableaux détaillés et les variations à données comparables des commandes de nouveaux systèmes, du chiffre d'affaires, ainsi que des comptes de résultats, pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois, figurent dans les compléments d'information au présent rapport, à partir de la page 7.

1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ DU TROISIÈME TRIMESTRE 2019

Avec une parité moyenne de \$ 1,11 / € 1 au troisième trimestre, le dollar s'est inscrit en hausse de 5 % par rapport au troisième trimestre 2018 (\$ 1,16 / € 1). Le yuan, de son côté, s'est apprécié de 2 % par rapport à l'euro.

L'évolution des devises a eu pour effet mécanique d'augmenter de € 1,3 million (+ 2 %) le chiffre d'affaires et de € 0,8 million (+ 7 %) le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Stabilité des commandes de nouveaux systèmes

Ce troisième trimestre a été marqué par une nouvelle escalade dans la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine. Cette situation, dont l'issue demeure incertaine, continue à inciter un nombre important d'entreprises de tous les secteurs d'activité de Lectra à la prudence, avec pour effet de réduire ou retarder leurs décisions d'investissements.

Dans ce contexte, les commandes de nouveaux systèmes (€ 28,0 millions) sont stables par rapport au troisième trimestre 2018. À données réelles, elles progressent de 1 %. Elles s'étaient élevées à

€ 27,4 millions au premier trimestre, puis € 26,5 millions au deuxième trimestre.

Les commandes de logiciels de CFAO et de PLM (€ 3,9 millions) et celles de formation et de conseil (€ 3,2 millions) progressent respectivement de 30 % et 26 %. Ce sont les commandes d'équipements et de leurs logiciels (€ 20,0 millions), en recul de 8 %, qui continuent d'être affectées par l'attentisme des clients de la société.

Progression du résultat opérationnel

Le chiffre d'affaires s'établit à € 68,6 millions. Stable à données comparables, il est en augmentation de 2 % à données réelles, par rapport au troisième trimestre 2018.

Le résultat opérationnel est de € 12,3 millions, en progression de 2 % à données comparables et de 9 % à données réelles. La marge opérationnelle atteint 17,9 %, en hausse de 0,4 point à données comparables et de 1,2 point à données réelles.

Le résultat net s'élève à € 8,7 millions, en croissance de € 0,9 million (+ 11 %) à données réelles.

Enfin, le cash-flow libre est de € 5,6 millions (€ 1,3 million au troisième trimestre 2018).

Lancement des nouvelles offres pour l'Industrie 4.0 en Asie

En 2018, la société a lancé dans plusieurs pays de nouvelles offres pour l'Industrie 4.0 qui permettent à ses clients de digitaliser et de connecter l'ensemble de leur chaîne de valeur, et a indiqué qu'elles seraient progressivement disponibles dans le monde entier.

À l'occasion du CISMA 2019 (salon international dédié aux technologies du textile et de l'habillement se déroulant à Shanghai), la société a lancé ces nouvelles offres en Asie.

Ces nouvelles offres, dont les premiers résultats sont conformes aux attentes de la société, seront déployées mondialement d'ici fin 2019, comme prévu. Elles devraient contribuer de plus en plus à la croissance de son chiffre d'affaires au cours des trois prochaines années.

Acquisition de la société Retviews

Lectra a réalisé le 15 juillet l'acquisition de la totalité des actions et des droits de vote de la société belge Retviews : 70 % immédiatement pour un montant de € 8 millions et le solde en trois fois en juillet 2020, 2021 et 2022, pour des montants respectifs d'environ 0,9 fois, 0,7 fois et 0,5 fois le chiffre d'affaires de l'année concernée.

Fondée en 2017, Retviews a développé une offre technologique innovante permettant aux marques de mode d'analyser en temps réel des données de marché et de prendre de meilleures décisions pour optimiser leurs collections, augmenter leurs ventes et améliorer leurs marges, grâce à des algorithmes d'intelligence artificielle.

Retviews est consolidée dans les comptes de Lectra depuis le 15 juillet 2019. L'impact sur le chiffre d'affaires du deuxième semestre 2019 devrait être de l'ordre de € 0,5 million et celui sur le résultat opérationnel non significatif.

2. COMPTES CONSOLIDÉS DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2019

Impact positif de l'évolution des devises

Avec une parité moyenne de \$ 1,12 / € 1 au cours des neuf premiers mois, le dollar s'est apprécié de 6 % face à l'euro par rapport à la même période de 2018. Le yuan, de son côté, s'est apprécié de 1 % par rapport à l'euro.

L'évolution des devises a eu pour effet mécanique d'augmenter de € 4,1 millions (+ 2 %) le chiffre d'affaires et de € 2,6 millions (+ 10 %) le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Commandes de nouveaux systèmes

Les neuf premiers mois de l'année ont été marqués par un attentisme très important de la part de nombreuses entreprises, notamment des secteurs de la mode et de l'automobile, dans un contexte d'incertitude et de crainte. Ce climat défavorable est pour l'essentiel la conséquence de la guerre commerciale entre les États-Unis d'un côté, le Mexique, la Chine et l'Europe de l'autre, et du ralentissement du secteur automobile, en particulier en Chine.

Au total, les commandes de nouveaux systèmes s'élèvent à € 81,9 millions, en recul de 10 % par rapport aux neuf premiers mois de 2018 : les nouvelles licences de logiciels de CFAO et de PLM augmentent de 7 %, les équipements et leurs logiciels reculent de 15 %, la formation et le conseil de 2 %. Les commandes sous forme d'abonnement, en particulier des nouvelles offres en mode *Software as a Services* (SaaS), représentent 20 % du montant des commandes de logiciels de CFAO et de PLM. Leur valeur annuelle atteint € 1,1 million (€ 0,6 million au cours des neuf premiers mois de 2018).

Géographiquement, la situation est très contrastée : les commandes de nouveaux systèmes augmentent de 10 % en Asie-Pacifique (malgré un recul de 18 % en Chine), mais diminuent de 2 % en Europe et de 51 % dans les Amériques. Elles progressent de 17 % dans les pays du reste du monde (Afrique du Nord, Afrique du Sud, Turquie, Moyen-Orient...).

Les commandes de nouveaux systèmes sont en retrait de 10 % dans la mode et de 20 % dans l'automobile, mais progressent de 30 % dans l'ameublement. Dans les autres industries, elles diminuent de 24 %. Ces marchés ont représenté respectivement 50 %, 32 %, 14 % et 4 % du montant total des commandes.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires atteint € 205,8 millions, en recul de 3 % à données comparables et de 1 % à données réelles. Il est stable en Europe. Il diminue de 3 % en Asie-Pacifique et de 13 % dans les Amériques. Dans les pays du reste du monde, il augmente de 18 %. Ces régions ont représenté respectivement 40 % (dont 6 % pour la France), 27 %, 25 % et 8 % du chiffre d'affaires global.

Chiffre d'affaires des licences de logiciels, des équipements et des services non récurrents

Le chiffre d'affaires des licences de logiciels, des équipements et des services non récurrents (€ 79,7 millions) diminue de 13 % (11 % à données réelles). Il représente 39 % du chiffre d'affaires global (43 % en 2018) et comprend principalement :

- les licences de logiciels de CFAO et de PLM (€ 10,3 millions), qui diminuent de 6 % et contribuent à hauteur de 5 % au chiffre d'affaires global (5 % en 2018) ;
- les équipements et leurs logiciels (€ 58,6 millions), qui reculent de 16 % et représentent 28 % du chiffre d'affaires global (33 % en 2018) ;
- la formation et le conseil (€ 8,9 millions), qui sont en baisse de 7 % et représentent 4 % du chiffre d'affaires global (5 % en 2018).

Au 30 septembre 2019, le carnet de commandes des licences de logiciels, des équipements et de la formation et du conseil s'élève à € 22,2 millions :

- la part relative aux licences de logiciels de CFAO et de PLM (€ 1,3 million) ne comprend pas les logiciels vendus en mode abonnement et ne peut donc pas être comparée aux chiffres des périodes précédentes ;
- la part relative aux équipements et leurs logiciels ainsi qu'à la formation et au conseil (€ 20,9 millions) augmente respectivement de € 0,3 million et de € 0,6 million par rapport au 31 décembre 2018, à données comparables et à données réelles. Par rapport au carnet de commandes au 30 septembre 2018, elle baisse respectivement de € 1,9 million et € 1,5 million, à données comparables et à données réelles.

Chiffre d'affaires des contrats récurrents, consommables et pièces

Le chiffre d'affaires récurrent (€ 126,1 millions) augmente de 5 % (+ 7 % à données réelles). Il représente 61 % du chiffre d'affaires global (57 % en 2018).

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 35 % du chiffre d'affaires global – s'élève à € 72,6 millions, en progression de 5 % :

- les contrats d'abonnement des logiciels de CFAO et de PLM s'établissent à € 0,9 million (€ 0,3 million en 2018) ;
- les contrats de maintenance des logiciels de CFAO et de PLM (€ 28,7 millions), en hausse de 1 %, représentent 14 % du chiffre d'affaires ;
- les contrats de maintenance des équipements et de leurs logiciels (€ 42,9 millions), en croissance de 7 %, représentent 21 % du chiffre d'affaires.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des consommables et pièces (€ 53,6 millions) augmente de 4 % et représente 26 % du chiffre d'affaires global (24 % en 2018).

Marge brute

La marge brute s'élève à € 151,0 millions, en baisse de € 2,5 millions à données comparables, mais en progression de € 1,2 million à données réelles, par rapport à 2018.

Le taux de marge brute s'établit à 73,3 %, en augmentation de 0,9 point par rapport à celui des neuf premiers mois de 2018 (+ 1,2 point à données réelles), essentiellement du fait de l'évolution du mix produit.

Les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de service ou de la formation et du conseil ne sont pas intégrées dans le coût des ventes, mais figurent dans les frais généraux.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à € 121,2 millions, en diminution de 1 % par rapport à 2018. Ils se décomposent comme suit :

- € 110,1 millions de frais fixes (+ 1 %) ;
- € 11,2 millions de frais variables (- 16 %).

À données réelles, les frais généraux sont stables.

Les dépenses de recherche et développement (€ 23,1 millions), entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes, représentent 11,2 % du chiffre d'affaires (€ 22,6 millions et 10,9 % du chiffre d'affaires pour les neuf premiers mois de 2018). Après déduction du crédit d'impôt recherche applicable en France, ainsi que des subventions reçues, les frais nets de recherche et développement totalisent € 15,8 millions (€ 16,1 millions en 2018).

Résultat opérationnel et résultat net

Si l'activité commerciale a été fortement affectée par un environnement macroéconomique difficile, le modèle économique de la société a prouvé toute sa force au cours de ces neuf premiers mois. L'augmentation du chiffre d'affaires récurrent et des marges brutes, conjuguée à une bonne maîtrise des frais généraux fixes, a permis de compenser le recul du chiffre d'affaires des licences de logiciels, des équipements et des services non récurrents.

Ainsi, le résultat opérationnel atteint € 29,7 millions. Par rapport aux neuf premiers mois de 2018, il diminue de € 1,1 million (- 4 %) à données comparables, mais augmente de € 1,4 million (+ 5 %) à données réelles.

La marge opérationnelle s'établit à 14,4 %, en retrait de 0,1 point à données comparables, mais en progression de 0,8 point à données réelles.

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de € 0,3 million. Le résultat de change est négatif de € 0,5 million.

Après une charge d'impôt de € 7,6 millions, le résultat net s'élève à € 21,3 millions, en augmentation de € 1,2 million (+ 6 %) à données réelles.

Le bénéfice net par action est de € 0,67 sur capital de base et € 0,66 sur capital dilué (€ 0,63 et € 0,62 respectivement pour les neuf premiers mois de 2018).

Cash-flow libre

Le cash-flow libre atteint € 18,1 millions. Il était de € 8,8 millions pour les neuf premiers mois de 2018.

Cette forte augmentation provient d'une bonne maîtrise du besoin en fonds de roulement en 2019 alors qu'il avait progressé, de façon temporaire, de € 8,6 millions au cours des neuf premiers mois de 2018.

Structure financière

Au 30 septembre 2019, les capitaux propres s'établissent à € 174,9 millions (€ 170,4 millions au 31 décembre 2018).

La société n'a pas de dette financière. La trésorerie disponible et la trésorerie nette atteignent € 102,4 millions (€ 102,2 millions au 31 décembre 2018), après paiement du dividende de € 12,8 millions (€ 0,40 par action) au titre de l'exercice 2018, et le décaissement de € 8,0 millions au titre de l'acquisition de la société Retviews.

Le besoin en fonds de roulement est négatif de € 11,8 millions. Il comprend la partie encaissable à moins d'un an (€ 5,7 millions) de la créance de € 22,1 millions sur le Trésor public français au titre des crédits d'impôt recherche comptabilisés depuis l'exercice 2015, la partie à plus d'un an étant comptabilisée dans les autres actifs non courants du bilan (*cf.* note 6 de l'annexe au présent rapport). Ces crédits d'impôt, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés de l'année, sont remboursés à la société par le Trésor public français au cours de la quatrième année suivant celle de leur comptabilisation.

3. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

Évolution du capital

Au 30 septembre 2019, le capital social est de € 32 045 920, divisé en 32 045 920 actions d'une valeur nominale de € 1,00.

Depuis le 1^{er} janvier 2019, il a été augmenté de € 199 163 en valeur nominale (assorti d'une prime d'émission de € 1 566 259) par la création de 199 163 actions résultant de la levée d'options de souscription d'actions.

Principaux actionnaires

Aucun franchissement de seuil n'a été notifié à la société depuis le 1^{er} janvier 2019.

À la date du présent rapport, à la connaissance de la société :

- Daniel Harari détient 17 % du capital et des droits de vote ;
- Kabouter Management LLC (États-Unis), agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, détient plus de 10 % (et moins de 15 %) du capital et des droits de vote ;
- Allianz SE (Allemagne), par l'intermédiaire des sociétés françaises qu'elle contrôle, et Kempen Oranje Participaties (Pays-Bas) détiennent chacune plus de 5 % (et moins de 10 %) du capital et des droits de vote.

Aucun autre actionnaire n'a déclaré détenir plus de 5 % du capital ou des droits de vote.

Actions de la société détenues en propre

Au 30 septembre 2019, la société détenait 0,1 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Évolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Au 30 septembre 2019, le cours de Bourse (€ 18,10) s'est inscrit en baisse de 0,4 % par rapport au 31 décembre 2018 (€ 18,18). Au cours des neuf premiers mois de l'année, son plus bas a été de € 16,42 le 25 septembre et son plus haut de € 24,00 le 13 mars.

Au cours de la même période, les indices CAC 40 et CAC Mid & Small ont respectivement progressé de 20 % et 13 %.

Lectra fait notamment partie des indices Euronext et EnterNext suivants : CAC All Shares, CAC All Tradable, CAC Mid & Small, CAC Technology, EnterNext PEA-PME 150 et EnterNext Tech 40.

Le nombre d'actions échangées sur Euronext et sur les autres plateformes de cotation au cours des neuf premiers mois (10,4 millions) est en baisse de 25 % par rapport à la même période de 2018. Les échanges réalisés sur Euronext représentent 35 % du total des échanges des neuf premiers mois de 2019 (29 % en 2018).

4. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 30 SEPTEMBRE

Aucun événement important n'est à signaler.

5. CALENDRIER FINANCIER

Les résultats financiers du quatrième trimestre et de l'exercice 2019 seront publiés le 11 février 2020, après la clôture d'Euronext Paris.

6. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE L'ACTIVITÉ ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Lectra a abordé 2019 avec des fondamentaux opérationnels et une structure financière particulièrement solides, une nouvelle organisation de ses filiales, un Comité Exécutif renforcé et de nouvelles offres innovantes permettant à ses clients de mettre en œuvre les principes de l'Industrie 4.0.

Perspectives 2019

En début d'année, la société s'est fixé pour objectifs de réaliser en 2019 une croissance du chiffre d'affaires comprise entre 3 % et 7 % à données comparables, avec un résultat opérationnel courant en diminution de 4 % dans l'hypothèse basse de croissance du chiffre d'affaires et en progression de 4 % dans l'hypothèse haute.

Compte tenu du retard pris au premier semestre sur les commandes de nouveaux systèmes, et d'une visibilité faible sur celles du deuxième semestre, la société a indiqué le 29 juillet qu'elle anticipait désormais une baisse de 1 % à 5 % du chiffre d'affaires et de 4 % à 14 % du résultat opérationnel courant, à données comparables.

Les résultats du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice confortent cette anticipation.

La solidité de son modèle économique et l'adéquation de sa nouvelle feuille de route aux exigences de l'Industrie 4.0, permettent à la société de rester confiante sur ses perspectives de croissance à moyen terme.

Le Conseil d'Administration
Le 30 octobre 2019

COMPLÉMENT D'INFORMATION – TROISIÈME TRIMESTRE 2019

COMMANDES DE NOUVEAUX SYSTÈMES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

Commandes de nouveaux systèmes par activité

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre						
	2019			2018		Variation 2019/2018	
	Réel	%	A cours de change 2018	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Licences de logiciels de CFAO et de PLM, dont :	3 891	14%	3 829	2 955	11%	+32%	+30%
- licences perpétuelles	2 869	10%	2 820	2 720	10%	+5%	+4%
- licences en mode SaaS ⁽¹⁾	1 023	4%	1 009	234	1%	+337%	+331%
Équipements et leurs logiciels	20 028	72%	19 685	21 503	78%	-7%	-8%
Formation, conseil	3 236	12%	3 196	2 544	9%	+27%	+26%
Divers	802	3%	795	586	2%	+37%	+36%
Total	27 958	100%	27 505	27 588	100%	+1%	0%
Parité moyenne € / \$	1,11		1,16	1,16			

(1) Le montant correspond aux logiciels vendus sous forme d'abonnement en multipliant la valeur annuelle des contrats correspondants par 2,2. Ce coefficient permet de calculer le montant qu'aurait représenté la commande, si elle avait été signée sous forme d'une licence perpétuelle.

ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

La répartition du chiffre d'affaires par marché géographique est donnée à titre indicatif. Les variations sur un seul trimestre ne permettent pas d'extrapoler des tendances pour l'exercice.

Chiffre d'affaires par région

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre						
	2019			2018		Variation 2019/2018	
	Réel	%	A cours de change 2018	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe, dont :	28 646	42%	28 654	25 907	38%	+11%	+11%
- France	4 081	6%	4 082	4 031	6%	+1%	+1%
Amériques	18 164	26%	17 457	17 121	25%	+6%	+2%
Asie - Pacifique	16 896	25%	16 336	19 095	28%	-12%	-14%
Autres pays	4 903	7%	4 885	5 237	8%	-6%	-7%
Total	68 609	100%	67 331	67 359	100%	+2%	0%
Parité moyenne € / \$	1,11		1,16	1,16			

Chiffre d'affaires par activité

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre						
	2019			2018		Variation 2019/2018	
	Réel	%	A cours de change 2018	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires des licences de logiciels, des équipements et des services non récurrents, dont :	26 174	38%	25 706	27 547	41%	-5%	-7%
- licences de logiciels de CFAO et de PLM	2 889	4%	2 841	2 983	4%	-3%	-5%
- équipements et leurs logiciels	19 895	29%	19 519	21 146	31%	-6%	-8%
- formation, conseil	2 589	4%	2 551	2 831	4%	-9%	-10%
- divers	802	1%	795	586	1%	+37%	+36%
Chiffre d'affaires récurrent, dont :	42 435	62%	41 625	39 812	59%	+7%	+5%
- contrats d'abonnement des logiciels de CFAO et de PLM	491	ns	489	132	ns	+273%	+271%
- contrats de maintenance des logiciels de CFAO et de PLM	9 647	14%	9 539	9 410	14%	+3%	+1%
- contrats de maintenance des équipements et de leurs logiciels	14 574	21%	14 264	13 451	20%	+8%	+6%
- consommables et pièces	17 723	26%	17 333	16 819	25%	+5%	+3%
Total	68 609	100%	67 331	67 359	100%	+2%	0%
Parité moyenne € / \$	1,11		1,16	1,16			

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre				
	2019 ⁽¹⁾		2018 ⁽²⁾	Variation 2019/2018	
	Réel	A cours de change 2018	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	68 609	67 331	67 359	+2%	0%
Coût des ventes	(17 781)	(17 660)	(17 979)	-1%	-2%
Marge brute	50 828	49 671	49 380	+3%	+1%
(en % du chiffre d'affaires)	74,1%	73,8%	73,3%	+0,8 point	+0,5 point
Frais de recherche et de développement ⁽¹⁾	(4 691)	(4 691)	(4 856)	-3%	-3%
Frais commerciaux, généraux et administratifs ⁽¹⁾	(33 852)	(33 454)	(33 271)	+2%	+1%
Résultat opérationnel	12 284	11 525	11 254	+9%	+2%
(en % du chiffre d'affaires)	17,9%	17,1%	16,7%	+1,2 point	+0,4 point
Résultat avant impôts	12 092	11 333	10 854	+11%	+4%
Impôt sur le résultat	(3 427)	na	(3 028)	+13%	na
Résultat net	8 665	na	7 825	+11%	na
dont Résultat net part du Groupe	8 663	na	7 825	+11%	na
dont Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	2	na	-	na	na
Parité moyenne €/\$	1,11	1,16	1,16		

(1) Le Groupe applique IFRS 16 depuis le 1^{er} janvier 2019. Ayant opté pour la méthode de transition rétrospective simplifiée, les états financiers des périodes précédentes n'ont pas été retraités rétrospectivement. La note 2 des notes annexes détaille les impacts de cette nouvelle norme sur les états financiers du Groupe.

(2) Suite à une évolution du périmètre des équipes de recherche et développement fin 2018, les montants des frais associés en 2018 ont été retraités pour permettre la comparaison avec 2019. Les « Frais de recherche et développement » publiés en 2018 s'élevaient à € 5 233 milliers et les « Frais commerciaux, généraux et administratifs » à € 32 893 milliers.

COMPLÉMENT D'INFORMATION – NEUF PREMIERS MOIS DE 2019

COMMANDES DE NOUVEAUX SYSTÈMES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

Commandes de nouveaux systèmes par activité

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre						
	2019			2018		Variation 2019/2018	
	Réel	%	A cours de change 2018	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Licences de logiciels de CFAO et de PLM, dont :	12 132	15%	11 996	11 162	13%	+9%	+7%
- licences perpétuelles	9 651	12%	9 541	9 796	11%	-1%	-3%
- licences en mode SaaS ⁽¹⁾	2 481	3%	2 455	1 366	2%	+82%	+80%
Equipements et leurs logiciels	58 880	72%	57 490	67 353	76%	-13%	-15%
Formation, conseil	9 003	11%	8 868	9 011	10%	0%	-2%
Divers	1 849	2%	1 834	1 681	2%	+10%	+9%
Total	81 864	100%	80 188	89 206	100%	-8%	-10%
Parité moyenne € / \$	1,12		1,19	1,19			

(1) Le montant correspond aux logiciels vendus sous forme d'abonnement en multipliant la valeur annuelle des contrats correspondants par 2,2. Ce coefficient permet de calculer le montant qu'aurait représenté la commande, si elle avait été signée sous forme d'une licence perpétuelle.

Commandes de nouveaux systèmes par région

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre						
	2019			2018		Variation 2019/2018	
	Réel	%	A cours de change 2018	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe	31 713	39%	31 738	32 503	37%	-2%	-2%
Amériques	12 086	15%	11 494	23 431	26%	-48%	-51%
Asie - Pacifique	30 482	37%	29 314	26 755	30%	+14%	+10%
Autres pays	7 583	9%	7 642	6 517	7%	+16%	+17%
Total	81 864	100%	80 188	89 206	100%	-8%	-10%
Parité moyenne € / \$	1,12		1,19	1,19			

Commandes de nouveaux systèmes par marché sectoriel

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre						
	2019			2018		Variation 2019/2018	
	Réel	%	A cours de change 2018	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Mode	41 505	50%	40 403	44 942	50%	-8%	-10%
Automobile	25 983	32%	25 634	31 815	36%	-18%	-20%
Ameublement	11 323	14%	11 159	8 542	10%	+33%	+30%
Autres industries	3 054	4%	2 992	3 908	4%	-22%	-24%
Total	81 864	100%	80 188	89 206	100%	-8%	-10%
Parité moyenne € / \$	1,12		1,19	1,19			

ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

Chiffre d'affaires par région

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre						
	2019			2018		Variation 2019/2018	
	Réel	%	A cours de change 2018	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe, dont :	82 895	40%	82 976	82 818	40%	0%	0%
- France	13 048	6%	13 054	12 228	6%	+7%	+7%
Amériques	51 203	25%	48 666	55 866	27%	-8%	-13%
Asie - Pacifique	55 107	27%	53 332	54 708	26%	+1%	-3%
Autres pays	16 605	8%	16 700	14 203	7%	+17%	+18%
Total	205 810	100%	201 674	207 595	100%	-1%	-3%
<i>Parité moyenne € / \$</i>	1,12		1,19	1,19			

Chiffre d'affaires par activité

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre						
	2019			2018		Variation 2019/2018	
	Réel	%	A cours de change 2018	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires des licences de logiciels, des équipements et des services non récurrents, dont :	79 666	39%	78 011	89 659	43%	-11%	-13%
- licences de logiciels de CFAO et de PLM	10 335	5%	10 215	10 819	5%	-4%	-6%
- équipements et leurs logiciels	58 589	28%	57 208	67 758	33%	-14%	-16%
- formation, conseil	8 893	4%	8 754	9 401	5%	-5%	-7%
- divers	1 849	1%	1 834	1 681	1%	+10%	+9%
Chiffre d'affaires récurrent, dont :	126 144	61%	123 664	117 937	57%	+7%	+5%
- contrats d'abonnement des logiciels de CFAO et de PLM	937	ns	927	289	ns	+224%	+221%
- contrats de maintenance des logiciels de CFAO et de PLM	28 720	14%	28 396	27 980	13%	+3%	+1%
- contrats de maintenance des équipements et de leurs logiciels	42 932	21%	41 944	39 375	19%	+9%	+7%
- consommables et pièces	53 555	26%	52 397	50 293	24%	+6%	+4%
Total	205 810	100%	201 674	207 595	100%	-1%	-3%
<i>Parité moyenne € / \$</i>	1,12		1,19	1,19			

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre				
	2019 ⁽¹⁾		2018 ⁽²⁾	Variation 2019/2018	
	Réel	A cours de change 2018	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	205 810	201 674	207 595	-1%	-3%
Coût des ventes	(54 860)	(54 430)	(57 827)	-5%	-6%
Marge brute	150 950	147 244	149 769	+1%	-2%
(en % du chiffre d'affaires)	73,3%	73,0%	72,1%	+1,2 point	+0,9 point
Frais de recherche et de développement ⁽¹⁾	(15 832)	(15 832)	(16 098)	-2%	-2%
Frais commerciaux, généraux et administratifs ⁽¹⁾	(105 397)	(104 286)	(105 399)	0%	-1%
Résultat opérationnel	29 721	27 125	28 271	+5%	-4%
(en % du chiffre d'affaires)	14,4%	13,5%	13,6%	+0,8 point	-0,1 point
Résultat avant impôts	28 938	26 343	27 178	+6%	-3%
Impôt sur le résultat	(7 639)	na	(7 085)	+8%	na
Résultat net	21 299	na	20 092	+6%	na
dont Résultat net part du Groupe	21 297	na	20 092	+6%	na
dont Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	2	na	-	na	na
Parité moyenne €/\$	1,12	1,19	1,19		

(1) Le Groupe applique IFRS 16 depuis le 1^{er} janvier 2019. Ayant opté pour la méthode de transition rétrospective simplifiée, les états financiers des périodes précédentes n'ont pas été retraités rétrospectivement. La note 2 des notes annexes détaille les impacts de cette nouvelle norme sur les états financiers du Groupe.

(2) Suite à une évolution du périmètre des équipes de recherche et développement fin 2018, les montants des frais associés en 2018 ont été retraités pour permettre la comparaison avec 2019. Les « Frais de recherche et développement » publiés en 2018 s'élevaient à € 17 231 milliers et les « Frais commerciaux, généraux et administratifs » à € 104 266 milliers.

Attestation de la société relative au rapport des neuf premiers mois de 2019

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2019 ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les neuf premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les trois mois restants de l'exercice".

Paris, le 30 octobre 2019

Daniel Harari
Président-Directeur Général

Olivier du Chesnay
Directeur Financier

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

(en milliers d'euros)	30 septembre 2019 ⁽¹⁾	31 décembre 2018	30 septembre 2018
Écarts d'acquisition	47 616	39 473	39 359
Autres immobilisations incorporelles	3 967	3 688	3 536
Droits d'utilisation locatifs	19 286	-	-
Immobilisations corporelles	26 119	26 347	25 845
Autres actifs non courants ⁽²⁾	18 975	14 425	18 370
Impôts différés	8 772	9 194	9 808
Total actifs non courants	124 735	93 127	96 918
Stocks	34 166	34 326	36 396
Clients et comptes rattachés	43 845	58 564	44 327
Autres actifs courants ⁽²⁾	14 501	15 447	16 037
Trésorerie et équivalents de trésorerie	102 369	102 223	89 108
Total actifs courants	194 881	210 560	185 868
Total actifs	319 616	303 687	282 786

PASSIF

(en milliers d'euros)	30 septembre 2019 ⁽¹⁾	31 décembre 2018	30 septembre 2018
Capital social	32 046	31 847	31 810
Primes d'émission et de fusion	15 409	13 843	13 629
Actions détenues en propre	(521)	(560)	(528)
Écarts de conversion	(9 028)	(9 554)	(9 528)
Réserves et résultats consolidés	136 901	134 802	126 013
Participations ne donnant pas le contrôle ⁽³⁾	142	-	-
Total capitaux propres	174 949	170 377	161 397
Engagements de retraite	10 925	9 823	9 885
Obligations locatives à long terme	13 921	-	-
Engagement d'achat de titres minoritaires ⁽³⁾	4 333	-	-
Emprunts et dettes financières à long terme	-	-	-
Total passifs non courants	29 179	9 823	9 885
Fournisseurs et autres passifs courants	52 052	59 664	57 024
Produits constatés d'avance	50 046	56 225	47 763
Dette d'impôt exigible	2 211	3 488	3 176
Obligations locatives à court terme	5 750	-	-
Engagement d'achat de titres minoritaires ⁽³⁾	2 167	-	-
Emprunts et dettes financières à court terme	-	-	-
Provisions	3 262	4 110	3 541
Total passifs courants	115 488	123 487	111 504
Total passifs et capitaux propres	319 616	303 687	282 786

(1) Le Groupe applique IFRS 16 depuis le 1^{er} janvier 2019. Ayant opté pour la méthode de transition rétrospective simplifiée, les états financiers des périodes précédentes n'ont pas été retraités rétrospectivement. La note 2 ci-après détaille les impacts de cette nouvelle norme sur les états financiers du Groupe.

(2) Depuis le 31 décembre 2018, le Groupe présente séparément la part non-courante et la part courante de la créance fiscale relative au crédit d'impôt recherche (cf. note 6 ci-après). À ce titre, les montants au 30 septembre 2018 ont été retraités de la même façon : un montant de € 16,0 millions a ainsi été reclassé du poste « Autres actifs courants » (qui s'élevait à € 32,1 millions) au poste « Autres actifs non courants » (qui s'élevait à € 2,3 millions).

(3) Ces montants font suite à la prise de contrôle de la société Retviews. La note 3 ci-après détaille les impacts de cette acquisition sur les états financiers du Groupe.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2019 ⁽¹⁾ (neuf mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2018 ⁽²⁾ (neuf mois)
Chiffre d'affaires	205 810	207 595
Coût des ventes	(54 860)	(57 827)
Marge brute	150 950	149 769
Frais de recherche et développement	(15 832)	(16 098)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(105 397)	(105 399)
Résultat opérationnel	29 721	28 271
Produits financiers	160	101
Charges financières	(434)	(338)
Résultat de change	(509)	(857)
Résultat avant impôts	28 938	27 178
Impôts sur le résultat	(7 639)	(7 085)
Résultat net	21 299	20 092
dont Résultat net part du Groupe	21 297	20 092
dont Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	2	-
 (en euros)		
Résultat net part du Groupe par action :		
- de base	0,67	0,63
- dilué	0,66	0,62
 Nombre d'actions utilisé pour les calculs :		
- résultat de base	31 954 013	31 667 217
- résultat dilué	32 385 303	32 347 710

(1) Le Groupe applique IFRS 16 depuis le 1^{er} janvier 2019. Ayant opté pour la méthode de transition rétrospective simplifiée, les états financiers des périodes précédentes n'ont pas été retraités rétrospectivement. La note 2 ci-après détaille les impacts de cette nouvelle norme sur les états financiers du Groupe.

(2) Suite à une évolution du périmètre des équipes de recherche et développement fin 2018, les montants des frais associés en 2018 ont été retraités pour permettre la comparaison avec 2019. Les « Frais de recherche et développement » publiés en 2018 s'élevaient à € 17 231 milliers et les « Frais commerciaux, généraux et administratifs » à € 104 266 milliers.

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL PART DU GROUPE ⁽¹⁾

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2019 ⁽²⁾ (neuf mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2018 (neuf mois)
Résultat net part du Groupe	21 297	20 092
Écarts de conversion	389	356
Effet d'impôts	137	(12)
Total éléments qui seront reclassés en résultat net	526	344
Réévaluation du passif net au titre des régimes de retraite à prestations définies	(638)	38
Effet d'impôts	200	(4)
Total éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net	(438)	34
Total autres éléments du résultat global	88	378
Résultat global part du Groupe	21 385	20 470

(1) Le Groupe a jugé non significative l'information sur le résultat global des participations ne donnant pas le contrôle (uniquement 30 % de titres minoritaires Retviews) et présente donc uniquement le résultat global part du Groupe.

(2) Le Groupe applique IFRS 16 depuis le 1^{er} janvier 2019. Ayant opté pour la méthode de transition rétrospective simplifiée, les états financiers des périodes précédentes n'ont pas été retraités rétrospectivement. La note 2 ci-après détaille les impacts de cette nouvelle norme sur les états financiers du Groupe.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2019 ⁽¹⁾ (neuf mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2018 (neuf mois)
I - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE		
Résultat net	21 299	20 092
Dotations nettes aux provisions, amortissements et dépréciations ⁽¹⁾	9 386	5 840
Éléments non monétaires du résultat	371	446
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	53	(8)
Variation des impôts différés	949	(578)
Capacité d'autofinancement d'exploitation	32 058	25 792
Variation des stocks et en-cours	(505)	(6 510)
Variation des créances clients et comptes rattachés	8 161	5 659
Variation des autres actifs et passifs courants ⁽²⁾	(8 424)	(7 726)
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	(768)	(8 577)
Variation des autres actifs non courants d'exploitation ⁽²⁾	(4 243)	(3 205)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	27 047	14 010
II - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(1 360)	(1 217)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(2 798)	(4 270)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	3	20
Coût d'acquisition des sociétés achetées ⁽³⁾	(7 629)	(7 102)
Acquisitions d'immobilisations financières ⁽⁴⁾	(4 710)	(3 640)
Cessions d'immobilisations financières ⁽⁴⁾	4 490	3 900
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(12 004)	(12 309)
III - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire	1 765	1 597
Versement de dividendes	(12 782)	(12 022)
Achats par la société de ses propres actions	(4 391)	(3 803)
Ventes par la société de ses propres actions	4 444	3 595
Remboursement des dettes locatives ⁽¹⁾	(4 545)	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(15 509)	(10 633)
Variation de la trésorerie	(466)	(8 932)
Trésorerie à l'ouverture	102 223	98 134
Variation de la trésorerie	(466)	(8 932)
Incidence des variations de cours de change	612	(94)
Trésorerie à la clôture	102 369	89 108
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	27 047	14 010
+ Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(12 004)	(12 309)
- Coût d'acquisition des sociétés achetées	7 629	7 102
- Remboursement des dettes locatives ⁽¹⁾	(4 545)	-
Cash-flow libre	18 127	8 803
Impôts (payés) / remboursés, nets	(3 412)	(5 299)
Intérêts (payés) sur dettes locatives	(114)	-
Intérêts (payés)	-	-

(1) Le Groupe applique IFRS 16 depuis le 1^{er} janvier 2019. Ayant opté pour la méthode de transition rétrospective simplifiée, les états financiers des périodes précédentes n'ont pas été retraités rétrospectivement. La note 2 ci-après détaille les impacts de cette nouvelle norme sur les états financiers du Groupe. Les principaux agrégats impactés dans le tableau des flux de trésorerie sont les dotations aux amortissements et le remboursement des dettes locatives.

(2) Le Groupe présente désormais séparément la part non-courante et la part courante de la créance fiscale relative au crédit d'impôt recherche. Ainsi, la ligne « Variation des autres actifs non courants d'exploitation » correspond au crédit d'impôt recherche de la période après imputation sur l'impôt à payer de Lectra SA, qui lui sera remboursé au cours de la quatrième année. À ce titre, les montants au 30 septembre 2018 ont été retraités de la même façon : la ligne « Variation des autres actifs non courants d'exploitation » n'existait pas, et la ligne « Variation des autres actifs et passifs courants » était négative à € 10,9 millions.

(3) En 2019, ce montant correspond au coût d'acquisition de 70 % de la société Retviews et en 2018, au coût d'acquisition de la société Kubix Lab, nets de trésorerie acquise (cf. note 3 ci-après).

(4) Ces montants comprennent, pour l'essentiel, la valorisation des achats et ventes d'actions propres réalisés dans le cadre du contrat de liquidité, dont la contrepartie figure dans les lignes correspondantes des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Écarts de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle ⁽¹⁾	Total capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale								
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2018	31 571 096	1,00	31 571	12 270	(298)	(9 872)	117 538	151 209		151 209
Résultat net							20 092	20 092		20 092
Autres éléments du résultat global						344	34	378		378
Résultat global						344	20 126	20 470		20 470
Exercices d'options de souscription d'actions	238 869	1,00	239	1 358				1 597		1 597
Valorisation des options de souscription d'actions							356	356		356
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(230)			(230)		(230)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							15	15		15
Dividendes							(12 022)	(12 022)		(12 022)
Capitaux propres au 30 septembre 2018	31 809 965	1,00	31 810	13 629	(528)	(9 528)	126 013	161 397		161 397
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2018	31 571 096	1,00	31 571	12 270	(298)	(9 872)	117 538	151 209		151 209
Résultat net							28 740	28 740		28 740
Autres éléments du résultat global						318	102	420		420
Résultat global						318	28 842	29 159		29 159
Exercices d'options de souscription d'actions	275 661	1,00	276	1 573				1 849		1 849
Valorisation des options de souscription d'actions							493	493		493
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(262)			(262)		(262)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							(49)	(49)		(49)
Dividendes							(12 022)	(12 022)		(12 022)
Capitaux propres au 31 décembre 2018	31 846 757	1,00	31 847	13 843	(560)	(9 554)	134 802	170 377		170 377
Résultat net							21 297	21 297	2	21 299
Autres éléments du résultat global						526	(438)	88		88
Résultat global						526	20 859	21 385	2	21 387
Exercices d'options de souscription d'actions	199 163	1,00	199	1 566				1 765		1 765
Valorisation des options de souscription d'actions							513	513		513
Vente (achat) par la société de ses propres actions					39			39		39
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							9	9		9
Intégration de la société Retviews et engagement d'achat de titres minoritaires ⁽¹⁾							(6 500)	(6 500)	140	(6 360)
Dividendes							(12 782)	(12 782)		(12 782)
Capitaux propres au 30 septembre 2019 ⁽²⁾	32 045 920	1,00	32 046	15 409	(521)	(9 028)	136 901	174 807	142	174 949

(1) Ces montants font suite à la prise de contrôle sur la société Retviews. La note 3 ci-après détaille les impacts de cette acquisition sur les états financiers du Groupe.

(2) Le Groupe applique IFRS 16 depuis le 1^{er} janvier 2019. Ayant opté pour la méthode de transition rétrospective simplifiée, les états financiers des périodes précédentes n'ont pas été retraités rétrospectivement. La note 2 ci-après détaille les impacts de cette nouvelle norme sur les états financiers du Groupe.

NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2019

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Entreprise française de haute technologie, Lectra a tissé dans plus de 100 pays des relations privilégiées et de long terme avec ses clients, qui ont en commun la recherche de l'excellence opérationnelle et l'utilisation de matières souples – tissus et cuir, mais aussi textiles techniques et matériaux composites – dans la fabrication de leurs produits (vêtements, chaussures et bagages, sièges et intérieurs de voiture, airbags, meubles rembourrés...).

Pour accroître la compétitivité de ses clients, Lectra façonne des technologies premium spécifiques à leurs marchés – principalement la mode, l'automobile et l'ameublement. Ses solutions, qui combinent logiciels, équipements de découpe automatique et services associés, permettent notamment d'automatiser et d'optimiser la création, le développement des produits et leur production, et de digitaliser les processus.

L'offre de Lectra accompagne ses clients dans la réalisation de leurs objectifs stratégiques : améliorer la productivité, réduire les coûts, diminuer le *time-to-market*, relever les défis de la mondialisation, accroître la qualité des produits, augmenter la capacité de production, développer des marques. S'y ajoutent désormais des enjeux propres à l'entrée dans l'Industrie 4.0, tels que sécuriser les échanges digitaux d'informations tout au long d'une chaîne d'approvisionnement étendue, et rendre l'usine plus agile.

Fondée en 1973, Lectra est depuis 1987 cotée sur Euronext-Paris.

Modèle économique

Le modèle économique de Lectra repose sur trois piliers :

- une répartition de l'activité sur des marchés sectoriels et géographiques aux cycles différents et un très grand nombre de clients dans le monde entier ;
- une répartition équilibrée du chiffre d'affaires entre le chiffre d'affaires des licences de logiciels, des équipements et des services non récurrents et le chiffre d'affaires récurrent ;
- la génération d'un cash-flow libre annuel important.

Implantation mondiale

Lectra, dont le siège est en France, s'est doté depuis le milieu des années 1980 d'une implantation d'envergure mondiale. Le Groupe accompagne ses clients au travers de son réseau de 34 filiales commerciales et de services, unique au regard de ses concurrents, ce qui lui permet de réaliser en direct plus de 90 % de son chiffre d'affaires.

Lectra dispose également d'un *International Advanced Technology & Conference Center* à Bordeaux-Cestas (France), où elle reçoit des clients du monde entier, et de cinq *Call centers* internationaux, basés à Bordeaux-Cestas, Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine).

Clients

Les clients de Lectra sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Il s'agit, pour l'essentiel, de marques, fabricants et distributeurs de mode et d'habillement, d'équipementiers et sous-traitants automobiles, de marques et fabricants de meubles.

Produits et services

Lectra commercialise des solutions technologiques intégrant logiciels, équipements de découpe automatique et services associés. L'offre de Lectra a pour particularité d'incorporer l'expertise métier et les meilleures pratiques industrielles de chaque segment de marché. Ses logiciels et équipements, y compris leur partie électronique, sont conçus et développés par la société.

Les machines sont assemblées à partir de sous-ensembles fournis par un réseau de sous-traitants, et testées sur son site industriel de Bordeaux-Cestas. Les découpeurs mis sur le marché depuis 2007 comportent des centaines de capteurs les connectant aux *Calls centers* de Lectra afin de permettre la maintenance préventive et prédictive.

Les services comprennent la maintenance technique, le support, la formation et le conseil.

En outre, le Groupe commercialise des consommables et pièces pour ses découpeurs.

Collaborateurs

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de plus de 1 750 collaborateurs dans le monde. Cette présence internationale permet à l'entreprise d'offrir à tous ses clients une forte proximité géographique.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_fr

Les états financiers consolidés condensés au 30 septembre 2019 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés du Groupe et leur annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, disponibles sur lectra.com.

Les comptes consolidés ont été préparés selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes consolidés annuels 2018, à l'exception de la norme IFRS 16 présentée ci-dessous. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 30 octobre 2019 et n'ont pas fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019.

Changements de méthode

Le Groupe applique, depuis le 1^{er} janvier 2019, les différents changements de méthodes comptables exposés ci-après. Seule l'application d'IFRS 16 a un impact pour le Groupe.

Application d'IFRS 16 – Contrats de location

Le Groupe applique, depuis le 1^{er} janvier 2019, la norme IFRS 16 – *Contrats de location*.

Le Groupe est locataire de ses bureaux dans la plupart des pays où il opère, à l'exception notable du site de Bordeaux-Cestas, dont il est propriétaire. Par ailleurs, les contrats de location dans le champ d'application d'IFRS 16 concernent également des véhicules et des équipements informatiques.

Jusqu'alors chaque contrat de location était qualifié soit de location-financement, soit de location simple avec un traitement comptable propre à chaque catégorie. En application d'IFRS 16, tous les contrats de location sont désormais reconnus à l'actif par la constatation d'un droit d'utilisation et au passif par une dette correspondant à la valeur actualisée des loyers futurs. La norme prévoit toutefois des exemptions pour les contrats de courte durée (durée inférieure ou égale à 12 mois) ou ceux portant sur des actifs de faible valeur (seuil défini par le Groupe à 5 000 dollars américains), utilisées par le Groupe.

La durée de location est définie contrat par contrat et correspond à la période ferme de l'engagement en tenant compte des périodes couvertes par les options de renouvellement qui sont raisonnablement certaines d'être exercées et par les options de résiliation qui seront raisonnablement certaines de ne pas être exercées.

Les taux d'actualisation utilisés par le Groupe correspondent aux taux qui s'appliqueraient aux sociétés du Groupe si elles devaient emprunter (taux marginal d'emprunt). Pour les deux principales devises utilisées par le Groupe, les taux d'endettement marginaux moyens pondérés ressortent à 0,30 % pour l'euro et 3,03 % pour le dollar américain.

Le Groupe a choisi d'appliquer la méthode de transition rétrospective simplifiée qui consiste à comptabiliser l'effet cumulatif de l'application initiale de la norme en considérant que l'actif au titre du droit d'utilisation est égal au montant des dettes de loyers, ajusté du montant des loyers payés d'avance et des avantages reçus des bailleurs. Par ailleurs, les mesures de simplification suivantes ont été appliquées à la transition :

- Les contrats avec une durée résiduelle inférieure à 12 mois à compter du 1^{er} janvier 2019 ne donnent pas lieu à la comptabilisation d'un droit d'utilisation et d'une dette locative ;
- Un taux d'actualisation unique est utilisé pour un portefeuille de contrats homogène. Les taux d'actualisation appliqués sont basés sur des taux marginaux d'emprunt par société et par devise tenant compte notamment des environnements économiques spécifiques à chaque pays. Par ailleurs, les taux d'actualisation sont déterminés en utilisant les durées résiduelles des contrats.

Les principaux impacts de la première application d'IFRS 16 sur le bilan d'ouverture sont les suivants :

- La comptabilisation des droits d'utilisation et des obligations locatives, pour un montant de € 19,2 millions ;
- Le reclassement des loyers payés d'avance en augmentation des droits d'utilisation pour un montant de € 0,1 million ;
- L'annulation de loyers différés correspondant à des franchises de loyer passées, en contrepartie d'une diminution des droits d'utilisation pour € 0,5 million.

L'impact de l'application de la norme est négligeable sur le compte de résultat. Afin de maintenir la comparabilité du cash-flow libre avec les périodes précédentes, ce dernier a été retraité du montant de remboursement des dettes locatives.

Principales autres normes et interprétations

L'application des amendements à IAS 19 (modification, réduction ou liquidation d'un régime) et celle d'IFRIC 23 (incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat) est sans impact sur les comptes du Groupe.

Saisonnalité

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents, notamment en ce qui concerne le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres concernés.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et immobilisations, l'évaluation des impôts différés actifs et les jugements et estimations liés à la reconnaissance du chiffre d'affaires.

Chiffre d'affaires

Les contrats conclus avec les clients incluent des prestations multiples telles que : équipements de CFAO, logiciels de CFAO et de PLM, consommables et pièces, formation et conseil, installation, maintenance et services d'assistance en ligne des équipements et logiciels, services d'évolution des logiciels vendus (mises à jour de ceux-ci).

Les ventes de logiciels ne sont reconnues séparément que lorsque ceux-ci ont une utilité pour le client indépendamment des autres prestations promises au contrat. Ainsi, les logiciels présents sur les équipements de CFAO (appelés pilotes) ne sont pas reconnus séparément de ces derniers dans la mesure où ils forment une composante de ces équipements et qui fait partie de la capacité à fonctionner de ceux-ci : sans le pilote, les équipements sont inutilisables, et sans ces derniers les logiciels n'ont aucune utilité non plus. En revanche, les logiciels spécialisés (par exemple, les logiciels de gestion des collections, de patronage, de simulation), sous forme de licence perpétuelle, habituellement installés sur les ordinateurs des clients, régulièrement vendus séparément des équipements, constituent des prestations distinctes.

Les autres prestations sont considérées comme des prestations distinctes selon IFRS 15 et sont donc comptabilisées séparément compte tenu notamment des éléments suivants :

- L'installation des équipements et des logiciels spécialisés est réalisée en quelques jours, simple à mettre en œuvre et n'en modifie pas les caractéristiques ;
- Les formations sont de courtes durées sans lien d'interdépendance avec les autres prestations ;
- Les prestations de conseil portent en général sur l'optimisation de la production des clients et sont couramment vendues séparément aux clients ;
- Concernant la maintenance des logiciels et équipements, il s'agit de contrats annuels dans le cadre desquels l'engagement du Groupe est un engagement de disponibilité ou de mise à disposition de versions futures de logiciels non encore prévues. Les solutions (équipements et logiciels) sont distinctes de la maintenance / assistance et des évolutions car elles sont entièrement fonctionnelles dès leur livraison et parce que les prestations de maintenance / assistance et d'évolution ne sont pas critiques pour que le client puisse bénéficier de la solution. Les machines sont le plus souvent vendues accompagnées d'une ou deux années de maintenance et le client dispose d'options de renouvellement ne faisant pas l'objet de réduction de prix par rapport au prix de souscription initial de la maintenance. Les options de renouvellement ne correspondent donc pas à des droits significatifs devant faire l'objet d'une comptabilisation séparée selon IFRS 15.

La société détermine les prix de vente spécifiques des différents éléments en privilégiant le recours à des données observables. Pour les éléments qui ne font pas habituellement l'objet de ventes séparées, les prix de vente spécifiques sont estimés sur la base de la politique tarifaire de la société, reflétant les coûts attendus plus une marge appropriée.

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels (incluant les logiciels pilotes) est reconnu à la date de transfert de leur contrôle aux clients. Cette date correspond en pratique à la date du transfert physique du matériel telle que déterminée par les conditions de vente contractuelles.

Les logiciels spécialisés sous forme de licence perpétuelle sont des licences de type droit d'utilisation selon IFRS 15 dont le chiffre d'affaires est comptabilisé à une date donnée, correspondant généralement à la date à laquelle le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux logiciels vendus sous forme d'abonnement est reconnu de manière étalée sur la durée de l'engagement du client.

Le chiffre d'affaires des prestations de formation et de conseil est comptabilisé à l'avancement sur la base des heures ou jours de travail effectués par les équipes.

Le chiffre d'affaires relatif à l'installation des équipements et des logiciels spécialisés est reconnu au moment où ces prestations sont effectuées.

Le chiffre d'affaires des prestations de maintenance des logiciels et équipements est comptabilisé à l'avancement, selon un mode linéaire, s'agissant d'obligations à se tenir prêt tout au long du contrat sans pics notables d'activité (« *stand-ready obligations* »).

Les équipements sont conçus, fabriqués et assemblés par le Groupe à partir de pièces ou sous-ensembles achetés auprès de sous-traitants. Lectra agit en tant que principal dans la vente des équipements dans la mesure où les pièces et sous-ensembles ne constituent que des *inputs* utilisés dans la fabrication des produits finis vendus aux clients.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont donc comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche applicable en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de la période. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital dilué.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise et des remboursements des dettes locatives comptabilisées selon IFRS 16.

Ratio de sécurité

Le ratio de sécurité est défini par le Groupe comme étant la part des frais fixes annuels couverte par la marge brute dégagée par le chiffre d'affaires récurrent.

Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs opérationnels présentés en note 4 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité Exécutif, « principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs opérationnels correspondent aux grandes régions commerciales, regroupant des pays pour lesquels les caractéristiques économiques sont similaires (nature des produits et services, type de clients, méthodes de distribution). Il s'agit des régions : Amériques ; Europe du Nord, de l'Est et Moyen Orient ; Europe du Sud et Afrique du Nord ; et Asie-Pacifique. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, communication, logistique, achats, production, R&D, finance, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant, le cas échéant, les produits et charges à caractère non récurrent et les pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation intersecteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute, et par conséquent son résultat opérationnel, dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 30 septembre 2019, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre la société mère Lectra SA, 31 sociétés consolidées par intégration globale.

Le Groupe a annoncé le 15 juillet l'acquisition de la société belge Retviews (*cf.* chapitre 1 du présent rapport).

L'acquisition porte dès à présent sur 70 % du capital et des droits de vote de Retviews, pour un montant de € 8 millions. L'acquisition du solde du capital et des droits de vote aura lieu en trois fois en juillet 2020, juillet 2021 et juillet 2022 pour des montants, respectivement, d'environ 0,9 fois le chiffre d'affaires 2020, 0,7 fois le chiffre d'affaires 2021 et 0,5 fois le chiffre d'affaires 2022.

La comptabilité d'acquisition est en cours de finalisation et les principaux impacts à date sur les états financiers du Groupe sont les suivants :

- Comptabilisation d'un écart d'acquisition pour un montant de € 7,7 millions ;
- Comptabilisation des participations ne donnant pas le contrôle, évaluées à leur quote-part dans l'actif net repris (méthode dite du « goodwill partiel ») pour un montant de € 0,1 million ;
- Comptabilisation d'une dette correspondant à l'engagement de rachat des titres minoritaires, évaluée à la juste valeur, en contrepartie des capitaux propres – part du Groupe, pour un montant total de € 6,5 millions, dont € 2,2 millions à échéance court terme et € 4,3 millions à échéance à plus d'un an.

Le coût du rachat par Lectra est intégralement présenté sur la ligne « Coût d'acquisition des sociétés achetées » du tableau des flux de trésorerie, net de la trésorerie acquise, pour un montant de € 7,6 millions.

Retviews et sa filiale en Roumanie sont consolidées par intégration globale à compter du 15 juillet 2019.

En janvier 2018, le Groupe avait acquis la société italienne Kubix Lab. L'acquisition de l'intégralité du capital social de Kubix Lab avait été réalisée pour un montant de € 7,2 millions.

La part conditionnelle de ce montant ayant été versée sur un compte séquestre, et la société considérant la probabilité d'atteinte des objectifs comme élevée, le coût du rachat par Lectra avait été intégralement présenté sur la ligne « Coût d'acquisition des sociétés achetées » du tableau des flux de trésorerie, net de la trésorerie acquise, pour un montant de € 7,1 millions.

La société Kubix Lab est consolidée par intégration globale depuis le 26 janvier 2018.

Enfin, la comptabilité d'acquisition a été finalisée et le principal impact sur les états financiers du Groupe est la comptabilisation d'un écart d'acquisition pour un montant de € 7,0 millions.

Il n'y a pas eu d'autre variation de périmètre au cours des neuf premiers mois de 2019 ou de l'exercice 2018.

Trois filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 30 septembre 2019, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à € 1,0 million, la valeur totale de leur actif à € 3,2 millions et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par Lectra SA.

Les transactions avec ces filiales correspondent principalement aux achats effectués auprès de Lectra SA pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à Lectra SA pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif au 30 septembre 2019.

4. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2019 ⁽¹⁾ (en milliers d'euros)	Europe du Nord ⁽²⁾	Europe du Sud ⁽³⁾	Amériques	Asie- Pacifique	Siège	Total
Chiffre d'affaires	42 254	53 520	51 202	58 833	-	205 810
Résultat opérationnel	5 022	9 748	7 643	5 552	1 755	29 721

Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2018 ⁽¹⁾ (en milliers d'euros)	Europe du Nord ⁽²⁾	Europe du Sud ⁽³⁾	Amériques	Asie- Pacifique	Siège	Total
Chiffre d'affaires	41 322	52 895	55 866	57 512	-	207 595
Résultat opérationnel	4 621	9 115	9 230	4 315	991	28 271

(1) Suite à la réorganisation des filiales de Lectra en quatre grandes régions en janvier 2019, les secteurs opérationnels ont été revus, et les montants 2018 retraités en conséquence. Dans les tableaux donnant la répartition géographique du chiffre d'affaires du Groupe, les « autres pays » ont ici été répartis sur les régions Europe du Nord, Europe du Sud et Asie-Pacifique.

(2) Ce secteur couvre les régions suivantes : Allemagne et Europe de l'Est, Royaume-Uni, Benelux, Scandinavie, pays baltes, Turquie et Moyen-Orient.

(3) Ce secteur couvre les régions suivantes : France, Italie, Espagne, Portugal, Afrique du Nord.

Le résultat opérationnel obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

5. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2019 (en milliers d'euros)	Trésorerie brute	Dettes financières	Trésorerie nette
Cash-flow libre	18 127	-	18 127
Augmentations de capital ⁽¹⁾	1 765	-	1 765
Achat et vente par la société de ses propres actions ⁽²⁾	53	-	53
Coût d'acquisition des sociétés achetées ⁽³⁾	(7 629)	-	(7 629)
Versement de dividendes	(12 782)	-	(12 782)
Effet de la variation des devises – divers	612	-	612
Variation de la période	146	-	146
Situation au 31 décembre 2018	102 223	-	102 223
Situation au 30 septembre 2019	102 369	-	102 369
Variation de la période	146	-	146

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions

(2) Uniquement au travers du contrat de liquidité confié à Exane BNP Paribas (cf. note 7)

(3) Coût d'acquisition de la société Retviews, net de trésorerie acquise (cf. note 3)

Le cash-flow libre au 30 septembre 2019 s'élève à € 18,1 millions. Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de € 32,1 millions, d'investissements de € 4,4 millions et d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de € 0,8 million. Il tient également compte d'une augmentation des autres actifs non courants d'exploitation de € 4,2 millions (correspondant à la portion du crédit d'impôt recherche des neuf premiers mois de 2019, non encaissé et non imputé sur l'impôt à payer de Lectra SA – cf. note 6 ci-après). Enfin, à ces montants, afin d'assurer la comparabilité du cash-flow libre publié, il convient d'ajouter le remboursement des dettes locatives (au sens de la norme IFRS 16) de € 4,5 millions.

La variation du besoin en fonds de roulement s'explique comme suit :

- - € 8,2 millions proviennent de la diminution des créances clients, compte tenu de l'encaissement en début d'année, en général annuellement d'avance, d'une portion importante des contrats récurrents et de la diminution du chiffre d'affaires des licences de logiciels, des équipements et des services non récurrents (la variation des créances figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés est obtenue en tenant compte de la rubrique « Produits constatés d'avance » dans l'état de la situation financière, qui comprend, pour l'essentiel, la quote-part des contrats récurrents facturés qui n'est pas encore reconnue en chiffre d'affaires) ;
- + € 0,5 million provient de la hausse des stocks ;
- + € 3,3 millions proviennent de la différence entre la partie variable des salaires du Groupe relatifs aux résultats de l'exercice 2018, majoritairement payée en 2019, et celle, comptabilisée au cours des neuf premiers mois de 2019 et qui sera payée en 2020 ;
- + € 2,3 millions proviennent de la diminution des dettes fournisseurs ;
- + € 1,7 million provient de la diminution des acomptes reçus des clients ;
- + € 1,2 million provient des variations des autres actifs et passifs courants ; aucune de ces variations, prise individuellement, ne représente un montant significatif.

Le besoin en fonds de roulement au 30 septembre 2019 est négatif de € 11,8 millions. Il comprend la part courante (€ 5,7 millions) de la créance de € 22,1 millions sur le Trésor public français au titre du crédit d'impôt recherche non encaissé et non imputé sur l'impôt.

6. CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE – CRÉDIT D'IMPÔT COMPÉTITIVITÉ ET EMPLOI

Le crédit d'impôt recherche et le crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés dans l'année (avant le 1^{er} janvier 2019), lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français qui, si elle n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, est remboursée à la société au cours de la quatrième année.

Le Groupe présente désormais séparément la part non-courante (remboursable à plus d'un an) de la créance fiscale relative au crédit d'impôt recherche.

Le crédit d'impôt recherche (€ 6,8 millions) des neuf premiers mois de 2019 a été comptabilisé mais non encaissé.

Les crédits d'impôt compétitivité et emploi relatifs à l'exercice 2018 et aux exercices antérieurs ont été intégralement imputés sur l'impôt sur les sociétés à payer par Lectra SA.

Ainsi, au 30 septembre 2019, Lectra SA détient une créance de € 22,1 millions sur le Trésor public français (dont € 16,5 millions classés parmi les autres actifs non courants), composée du seul solde du crédit d'impôt recherche, après imputation sur l'impôt sur les sociétés de chaque exercice : pour 2019 (€ 4,2 millions), 2018 (€ 5,0 millions), 2017 (€ 4,5 millions), 2016 (€ 2,6 millions) et 2015 (€ 5,7 millions).

Compte tenu de ses estimations des montants de ces crédits d'impôt et de l'impôt sur les sociétés pour les trois prochains exercices, la société n'anticipe pas de décaissement au titre de l'impôt sur les sociétés sur lequel sera intégralement imputé le crédit d'impôt recherche de chaque exercice. Elle devrait ainsi percevoir le remboursement du solde des crédits d'impôt non imputés comme suit : 2019 (crédit d'impôt 2015), 2020 (crédit d'impôt 2016), 2021 (crédit d'impôt 2017), 2022 (crédit d'impôt 2018) et 2023 (crédit d'impôt 2019). Cette situation perdurera tant que le montant des crédits d'impôt annuels sera supérieur à celui de l'impôt sur les sociétés à payer.

Si le montant de l'impôt sur les sociétés devait devenir supérieur à celui du crédit d'impôt de l'année, la société continuerait à ne pas décaisser le montant de l'impôt jusqu'à l'imputation de la totalité de la créance correspondante. Puis, elle compenserait chaque année l'intégralité de ces crédits d'impôt sur l'impôt à payer de la même année et devrait décaisser le solde.

7. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Depuis le 1^{er} janvier 2019, la société a acheté 213 594 actions et en a vendu 214 795 aux cours moyens respectifs de € 20,56 et de € 20,69 dans le cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Au 30 septembre 2019, elle détenait 29 578 de ses propres actions (soit 0,09 % du capital social) à un prix de revient moyen de € 17,63, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

8. TRÉSORERIE DISPONIBLE ET TRÉSORERIE NETTE

(en milliers d'euros)	30 septembre 2019	31 décembre 2018
Trésorerie disponible	72 369	72 223
Équivalents de trésorerie	30 000	30 000
Emprunts et dettes financières	-	-
Trésorerie nette	102 369	102 223

Le Groupe n'a pas d'emprunts ni de dettes financières. De ce fait, la trésorerie nette est égale à la somme de la trésorerie disponible et des équivalents de trésorerie.

Les obligations locatives au sens de la norme IFRS 16 ainsi que les engagements d'achats de titres minoritaires ne sont pas considérés comme des dettes financières ici.

9. RISQUE DE CHANGE

La politique de gestion du risque de change demeure inchangée par rapport au 31 décembre 2018.

Au cours des neuf premiers mois de 2019, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro a été de \$ 1,12 / € 1.

Instrument financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 30 septembre 2019 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 3,3 millions, destinés à couvrir des positions de bilan existantes. La société a ainsi couvert en quasi-totalité ses positions de bilan.

Par ailleurs, la société n'a pas couvert son exposition aux cours de change pour le reste de l'exercice 2019.

10. SENSIBILITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE

Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises

La sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises a été établie sur la base des parités du 31 décembre 2018 des devises concernées, notamment \$ 1,15 / € 1.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisée en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, une baisse de l'euro de 5 cents par rapport au dollar (portant la parité moyenne annuelle à \$ 1,10 / € 1) se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires annuel 2019 d'environ € 4,6 millions et du résultat opérationnel annuel de € 3,0 millions. À l'inverse, une appréciation de l'euro de 5 cents (soit \$ 1,20 / € 1) se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel annuels des mêmes montants.

À la date du présent rapport, la parité est de \$ 1,11 / € 1.

En complément des fluctuations par rapport au dollar et aux devises qui lui sont fortement corrélées, l'euro enregistre des variations de sa parité avec les autres devises. Ces variations sont le plus souvent hétérogènes, dans leur sens (à la hausse ou à la baisse) comme dans leur ampleur.